Après le succès du 19 janvier, préparer la reconductible partout où c’est possible et imposer aux directions syndicales l’appel à la grève générale

La journée de grèves et de manifestations du 19 janvier a été un incontestable succès. Même le gouvernement a été obligé de le reconnaître. D’après les chiffres du ministère de l’Intérieur, les marches ont réuni 1,12 million de manifestant-e-s partout en France. L’intersyndicale annonce quant à elle 2 millions. Jamais, au cours des dernières décennies, une première journée de mobilisation n’avait réussi à réunir autant de monde. Les chiffres sont à la hauteur du mouvement contre la réforme des retraites de 2010, qui a culminé à 1,23 million de manifestant-e-s selon le ministère – mais c’était le sommet du mouvement, et non la première journée. Si on se rapporte aux journées de mobilisation contre le dernier projet de réforme des retraites en 2019, les chiffres sont aujourd’hui largement supérieurs : la première journée avait à l’époque rassemblé 806 000 manifestant-e-s d’après la police, tandis que la CGT annonçait 1,5 million. Le mouvement n’avait fait ensuite que décliner. Espérons que les mobilisations de 2022 suivront plutôt la dynamique de 2010, où les premières manifestations se sont progressivement renforcées.

Du côté des grèves, elles ont été très suivies dans plusieurs secteurs clés, en particulier les transports et l’énergie. 46,3% des employé-e-s de la SNCF étaient en grève, dont 77,4% des conducteurs de trains de voyageurs. À EDF, la direction a constaté un taux de grève de 50% (57% d’après la CGT), ce qui est bien supérieur aux dernières mobilisations du même type. Dans les raffineries, la CGT annonce entre 70% et 100% de grévistes selon les sites. Dans l’éducation, le ministère parle de 34% (dans le secondaire) et 43% (dans le primaire) de grévistes, mais ces chiffres sont rapportés à l’ensemble du personnel, et pas seulement au personnel qui était censé être présent ce jeudi. Au contraire, les syndicats recensent de 65% à 70% de grévistes parmi les personnels qui devaient être présents le 19 janvier.

L’Intersyndicale annonce une nouvelle journée nationale de

mobilisation le 31 janvier

Pour que le gouvernement recule, cette impressionnante première journée doit être le point de départ d'un mouvement qui continue de se renforcer. Dans cette perspective, le plan de bataille de l'Intersyndicale n'est pas à la hauteur. Dans la soirée du 19 janvier, l'Intersyndicale a annoncé que la prochaine journée de mobilisation aurait lieu le 31 janvier, soit 12 jours après. C'est tard. Un tel délai pourrait être compréhensible s'il s'agissait de préparer activement l'entrée dans une grève générale jusqu'au retrait à partir du 31. Mais ce n'est pas ce qu'annoncent les directions des confédérations : il ne s'agit pour l'instant que d'une nouvelle date isolée.

La stratégie de l'Intersyndicale consiste à essayer de faire monter progressivement la pression, et dans cette perspective cherche à éviter les dates trop rapprochées. C'est très risqué, d'autant plus quand la barre a été mise aussi haute dès la première journée. Si les prochaines journées n'arrivent pas à mobiliser encore plus que le 19 janvier, la pression tendra à redescendre plutôt qu'à monter. En 2019, le mouvement n'avait jamais réussi à se renforcer d'une journée de mobilisation à une autre. Mieux vaut un mouvement bref, mais intense et efficace, qu'un mouvement étalé dans la durée et qui peine à se renforcer.

Plus fondamentalement, si l'on se contente de suivre les directions des confédérations, il ne fait aucun doute qu'on se retrouvera au soir du 31 janvier exactement dans la même situation que le 19 : la journée aura été un succès, mais on ne sera pas davantage préparé pour passer un cap dans le rapport de force. Le risque sera grand à nouveau, que la date suivante marque un premier essoufflement. Il ne suffit donc pas d'annoncer une nouvelle date. Dans le pire des cas, la journée du 31 n'arrivera pas à réunir autant de monde que jeudi dernier : le mouvement sera alors d'emblée très fragilisé. Dans le meilleur des cas, dans lequel nous avons d'ailleurs bon espoir, il y aura encore plus de monde dans la rue le 31 janvier, mais le même problème se reposera alors pour la date suivante.

Imposer la grève générale aux directions syndicales

Il faut donc essayer de dépasser le plan des directions syndicales. La date du 31 est posée, et elle sera à coup sûr importante ; mais il faut s'en saisir pour qu'elle devienne le point de départ d'une grève reconductible massive, qui fera pression sur les directions syndicales pour un appel à la grève générale. C'est dans la reconduction et la généralisation, plutôt que dans la répétition de journées isolées qui ne peuvent que finir par décliner, que se situe l'avenir du mouvement. L'enjeu doit donc être la construction de la grève reconductible suite au 31 janvier et l'interpellation des directions syndicales pour qu'elles appellent à la grève générale. Puisqu'elles ne le font pas, il faut nous-mêmes introduire ce discours dans l'opinion et l'opposer publiquement à la stratégie de l'Intersyndicale. L'interpellation publique des directions doit contribuer à les mettre sous pression. Il faut leur imposer notre stratégie et exiger qu'elles préparent la grève générale aux côtés des travailleurs/ses.

C’est toujours le compromis avec les syndicats plus droitiers qui justifie le manque de radicalité dans l’action. Mais en vérité, la politique des syndicats de lutte comme Solidaires n’est pas à la hauteur de la situation. Solidaires met en avant la nécessité de construire le mouvement à la base et de multiplier les AG sur les lieux de travail, ce qui est juste (nous y reviendrons), mais ne mène pas le combat politique dans le cadre de l’Intersyndicale pour imposer l’appel à la grève générale. De la même façon, le NPA de Besancenot et Poutou tient aujourd’hui un discours juste sur la nécessité de construire des comités de grève pour que le mouvement puisse s’auto-organiser, mais n’articule jamais cet aspect à l’interpellation publique des directions syndicales et à la remise en cause de leur stratégie perdante. Or, si on n’articule pas la défense de l’auto-organisation à la critique des directions, on ne fait en vérité que reporter sur les travailleurs/ses eux et elles-mêmes les responsabilités qui incombent aux directions. Bien sûr qu’il faut que le mouvement s’auto-organise à la base ; mais ce ne peut pas être une excuse pour laisser les directions ne pas assumer elles-mêmes leurs propres responsabilités. Aujourd’hui, on a besoin que les directions aident les travailleurs à construire la grève générale, qu’elles y apportent tous les moyens (importants) dont elles disposent, et pour cela il faut les mettre sous pression. Il faut assumer de s’opposer à leur politique perdante, plutôt que les suivre passivement en espérant que la base, spontanément, trouve soudainement la détermination de faire la grève générale. Ce n’est pas la détermination à la base qui fait défaut, mais le plan d’action des directions !

Articuler interpellation des directions et développement de la lutte à la base

Mais puisqu’il est clair que les directions n’ont pas choisi de mettre d’elles-mêmes leurs forces dans la construction de la grève générale, c’est effectivement le développement de l’auto-organisation à la base et notamment la reconduction de la grève qui sont en dernière instance susceptibles de l’imposer. De même que l’appel à l’auto-organisation sans critique de la politique des directions revient à se mettre à la remorque des bureaucraties syndicales et met en danger l’avenir du mouvement, de même l’interpellation publique des directions sans construction à la base d’un mouvement susceptible de dépasser leur agenda reste vaine.

Dans cette perspective, il faut d’abord soutenir toutes les initiatives des secteurs les plus avancés du mouvement ouvrier, des sections syndicales « lutte de classe » dans les secteurs clés de l’économie, pour imposer un plan de bataille plus ambitieux que celui de l’Intersyndicale. Il se trouve que c’est celui des travailleurs/ses des raffineries qui a aujourd’hui réussi à se faire un peu entendre, et c’est donc sur lui qu’il faut désormais s’appuyer. Les raffineurs de la CGT, qui ont ensuite été soutenus par les syndicalistes de l’énergie, ont proposé un calendrier d’action pour avancer dans la construction de la grève reconductible après le 31. Ce calendrier prévoyait notamment une double journée d’action les 26 et 27 janvier, dans le but de progressivement préparer la reconduction. Il est clair que l’annonce de la date du 31 par l’Intersyndicale fragilise un

peu ces journées d'action intermédiaires, mais elles sont néanmoins utiles pour faire monter la pression d'ici là. Il faut en tout cas que la date du 31 ne soit pas une simple journée isolée, mais qu'elle soit investie par les travailleurs/ses pour changer la nature du mouvement. Le 31 janvier doit être le point de départ d'une radicalisation qui conduise à la reconductible à partir du 6 février, selon le calendrier des raffineurs. Cela a plus de chances d'arriver si, avant même le 31, certains secteurs syndicaux ont déjà réussi à imposer une double journée de grève.

D'autre part, entre aujourd'hui et le 31, il faut œuvrer sur ses lieux de travail pour développer des AG à la base et construire des comités d'auto-organisation de la grève. C'est pour l'instant ce qui fait le plus défaut au mouvement actuel, y compris par rapport aux mouvements des dernières années. Pour que la reconductible monte en puissance et que la grève générale s'impose début février, il faut que l'avenir du mouvement cesse d'être entre les seules mains des directions, dont on voit qu'elles ne sont décidément pas à la hauteur. Il est urgent que le mouvement s'organise à la base pour s'engager dans un bras de fer contre l'Etat, que les directions refusent pour l'instant de véritablement construire.

Erasmus Spikher, le 23 janvier 2023